

N° 4138⁴
4139³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1998-1999

PROJET DE LOI

sur les syndicats de communes

PROJET DE LOI

ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988

* * *

**AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION DES
AFFAIRES COMMUNALES ET DE L'URBANISME**

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(13.4.1999)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19(2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après des amendements aux deux projets de loi sous rubrique adoptés par la Commission des Affaires communales et de l'Urbanisme:

Remarque préliminaire

Ayant été informée que le Gouvernement se propose d'envoyer très prochainement au Conseil d'Etat un argumentaire au sujet des dispositions du projet de loi 4138 qui ont fait l'objet d'une opposition formelle de la part du Conseil d'Etat, la Commission n'a pas encore arrêté sa position définitive à ce sujet. C'est la raison pour laquelle le titre V du projet concernant les dispositions financières est à l'heure actuelle entièrement tenu en suspens, à l'exception toutefois de l'article 22 du projet, que la Commission propose d'ores et déjà de biffer, suivant sur ce point le Conseil d'Etat. Il s'ensuit que la numérotation des titres suivants du projet et des articles qu'ils regroupent n'est que provisoire. Le point 9° de l'article 5 selon le Conseil d'Etat est d'ailleurs également tenu en suspens.

Comme la Commission a amendé toute une série d'articles du projet de loi 4138 figurant sous les titres autres que le titre V, elle m'a chargé de vous communiquer, en attendant, les propositions d'amendement en question, ainsi d'ailleurs que des propositions d'amendements au projet de loi 4139.

A. Quant au projet de loi 4138

1) *Amendement* tendant à remplacer dans tout le texte les termes „communes associées“ ou „communes syndiquées“ par ceux de „communes membres“.

2) *Amendement à l'article 1er*

Il y a lieu de lire „... et qu'ils ont décidé de consacrer à ces oeuvres ou à ces services les ressources nécessaires, les délibérations ...“.

Les termes „limitées aux apports et engagements déterminés dans les statuts“ sont donc biffés.

En effet, il s'agit de reprendre sur ce point l'ancien texte de la loi de 1900 sur les syndicats, ce texte n'ayant pas créé de difficultés depuis. Contrairement au Conseil d'Etat, la Commission estime que l'exigence des ressources nécessaires est essentielle et qu'il faut donc la maintenir.

3) Amendement à l'article 2 selon le Conseil d'Etat

Il y a lieu de transférer à l'article 1er les alinéas 2 (sur l'adhésion de nouvelles communes), 3 (sur le cas où cette adhésion n'est pas accompagnée d'un changement des statuts) et 4 (sur le cas où l'adhésion implique une modification des statuts) de l'article 2 selon le Conseil d'Etat.

En effet, les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 2 selon le Conseil d'Etat ne concernent pas seulement les syndicats de communes à vocation multiple, mais tous les syndicats. La structure du texte doit en tenir compte. Ceci implique qu'il faut lire in fine „à l'alinéa 1er du présent article“, au lieu de „à l'article 1er de la présente loi“, comme proposé par le Conseil d'Etat.

Quant au problème de la majorité (simple ou qualifiée) nécessaire en cas d'admission de nouvelles communes, la Commission est d'avis que l'importance que revêt une telle admission justifie pleinement l'exigence d'une majorité qualifiée de deux tiers. Elle s'est ainsi prononcée contre la proposition du Conseil d'Etat de prévoir seulement une majorité simple.

4) Amendement à l'article 5 selon le Conseil d'Etat

Il y a lieu de lire au point 12° selon le Conseil d'Etat (devenant le point 11) „l'affectation des excédents d'exploitation ...“, au lieu de „l'affectation des bénéfices d'exploitation ...“.

En effet, les syndicats de communes n'ayant en principe pas vocation à réaliser des bénéfices, il est préférable d'employer le terme d'„excédents“.

Par ailleurs, quant aux différentes propositions du Conseil d'Etat, la Commission s'est prononcée contre celle de prévoir que les statuts doivent mentionner aussi les conditions d'admission de nouveaux membres. En effet, la Commission juge de loin préférable que ces conditions soient fixées au moment de l'adhésion.

La Commission s'est prononcée également contre la proposition du Conseil d'Etat de prévoir qu'une modification statutaire est adoptée majoritairement par les communes membres, à l'exception des modifications concernant le ou les objets du syndicat, qui devraient être approuvées par toutes les communes membres. En effet, la Commission craint que l'adoption de la proposition de texte du Conseil d'Etat n'engendre des abus et qu'elle ne crée des problèmes notamment lorsqu'il s'agit des finances communales.

La Commission s'est ainsi prononcée pour la solution proposée par le texte gouvernemental, i.e. la règle de l'unanimité pour toutes les modifications statutaires, quelles qu'elles soient.

La Commission précise qu'il serait difficilement concevable que dans les cas où la contribution financière a été fixée et adoptée par toutes les communes membres, ceci puisse être modifié par la suite par une majorité, même renforcée, des communes membres.

Remarque quant à l'article 7 selon le Conseil d'Etat

A l'alinéa 2 actuel la Commission s'est prononcée contre la proposition du Conseil d'Etat de prévoir un délai d'un mois, délai qu'elle juge insuffisant. La Commission a préféré le délai de trois mois prévu par le texte gouvernemental.

5) Amendements à l'article 7 selon le Conseil d'Etat

a) Il y a lieu d'insérer entre les alinéas 1er et 2 de cet article un alinéa nouveau libellé comme suit:

„Au cas où les statuts prévoient qu'un délégué représente plusieurs communes, il est désigné sur base d'une liste de candidats proposés par les différents conseils communaux en réunion jointe des conseils communaux afférents qui seront convoqués par le commissaire de district du siège du syndicat. La réunion jointe est présidée par le commissaire de district compétent.“

Il arrive souvent que des „petites“ communes soient représentées par un délégué commun. Or, la désignation de ce délégué n'est pas évidente. En pratique, le choix était souvent confié au commissaire de district, ce qui n'est ni conforme aux règles démocratiques ni souhaité par le commissaire de district. Il est ainsi proposé que le délégué soit élu par les conseils communaux réunis en assemblée

jointe. Chaque conseiller aura une voix. Bien entendu cette règle sera également appliquée en cas de révocation. Le présent amendement répond ainsi à une question soulevée par le SYVICOL.

Cet amendement implique la nécessité de dire à l'alinéa 2 actuel, qui devient donc l'alinéa 3, „à l'alinéa 2 du présent article“, au lieu de „à l'alinéa qui précède“.

- b) Il y a lieu d'insérer entre les alinéas 2 et 3 actuels un alinéa nouveau, devenant l'alinéa 4, libellé comme suit :

„Au cas où les statuts prévoient qu'un délégué représente plusieurs communes, ce dernier est révoqué d'office lorsque la majorité des conseils communaux des communes membres se sont prononcés, par voie de délibération, dans le délai d'un mois en faveur d'une révocation.“

Il s'agit de prévoir une procédure de révocation du délégué représentant non pas une, mais plusieurs communes.

- c) Il y a lieu d'ajouter un nouvel alinéa final libellé comme suit :

„Si, dans le cas où les statuts prévoient qu'un délégué représente plusieurs communes, les conseils communaux de celles-ci, après une mise en demeure du Ministre de l'Intérieur ou du commissaire de district, négligent ou refusent de nommer le délégué, la représentation de ces communes au sein du syndicat se fait par l'intermédiaire de celle de ces communes qui a la population la plus élevée et suivant l'ordre établi aux articles 40, 42 et 64 de la loi communale du 13 décembre 1988.“

Il s'agit de résoudre le problème de la représentation, au sein du syndicat, des communes membres négligeant ou refusant de nommer leur délégué commun. La solution prévue permet d'assurer le parallélisme des formes avec la solution prévue au cas où le délégué représente une seule commune.

Remarques quant à l'article 8 selon le Conseil d'Etat

La Commission s'est prononcée contre la proposition du Conseil d'Etat de dire „ordre du jour“. En effet, dans ce texte le terme „ordre“ vise non pas l'ordre du jour des séances, mais l'ordre tout court, i.e. la police des séances.

La Commission s'est pareillement prononcée contre la proposition du Conseil d'Etat de prévoir que les séances du comité du syndicat ne sont pas publiques. En effet, s'il est vrai que le texte du projet ne parle pas expressément de la publicité ou de la non-publicité des séances, il est entendu que les séances du comité seront soumises aux mêmes règles que celles du conseil communal. La publicité sera donc la règle, et le huis clos l'exception, en cas de motifs d'ordre public ou d'inconvénients graves.

La Commission s'est encore prononcée contre la proposition du Conseil d'Etat de dire qu'„un règlement grand-ducal arrête les maxima de ces indemnités et jetons de présence“ au lieu de „... peut arrêter ...“. En effet, compte tenu de la très grande diversité des syndicats il serait extrêmement difficile de fixer des seuils. Si l'on dit „peut arrêter“ ceci créera un frein suffisant permettant d'agir dans les cas où des abus auront été constatés.

6) Amendement à l'article 10 selon le Conseil d'Etat

Il y a lieu de remplacer les termes „les membres des conseils communaux“ par „les conseils communaux“.

Le texte initial prévoyait que les „membres des conseils communaux“ pouvaient appeler les délégués à rendre compte de leur action au sein du comité du syndicat. Or, les délégués étant mandatés par les conseils, il est évident que ce sont les conseils communaux qui appelleront les délégués devant eux. En pratique, c'est le collège échevinal qui mettra un tel point à l'ordre du jour d'une réunion publique. Bien entendu, conformément à la loi communale, chaque conseiller communal pourra exercer son droit d'initiative et proposer de mettre un tel point à l'ordre du jour.

7) Amendement tendant à ajouter un article 11 nouveau

Il y a lieu d'ajouter un article 11 nouveau rédigé comme suit:

„Art. 11.– *Tout habitant d'une commune membre et toute personne intéressée a le droit de prendre connaissance et copie, à la maison communale des communes membres, des délibérations du comité, à l'exception de celles qui furent prises à huis clos, aussi longtemps que le comité n'a pas décidé de les rendre publiques.*

Le même droit ne peut en aucun cas et sous aucun prétexte être refusé au fonctionnaire délégué à cet effet par le ministre de l'Intérieur ou par le commissaire de district.

A de pareils délégués ou commissaires spéciaux doivent être fournis tous les renseignements que possède le syndicat et dont ils ont besoin pour remplir leur mission."

Il échet de reprendre „mutatis mutandis“ le libellé de l'article 24 de la loi communale, notamment pour souligner le droit des citoyens de prendre connaissance des délibérations. Ceci est une conséquence logique et nécessaire de la publicité des débats instaurée désormais par le projet.

Remarque quant à l'article 11 selon le Conseil d'Etat (devenant l'article 12)

La Commission a adopté la proposition du Conseil d'Etat d'ajouter les termes „pour la durée du mandat“, ceci permettant d'éviter les situations de splitting. Par contre elle se prononce contre la proposition du Conseil d'Etat d'ajouter les termes „sauf dispositions contraires des statuts“, car ceci serait contraire à la logique de la lutte contre le splitting. Elle se prononce aussi contre la proposition du Conseil d'Etat de prévoir que le président peut être révoqué pour motifs graves, alors surtout que ceci risquerait d'engendrer une multitude de recours devant le tribunal administratif. D'ailleurs, en matière de révocation, la situation du président du comité d'un syndicat diffère de celle du bourgmestre en ce sens que ce dernier est révoqué, pour motifs graves, par le Ministre de l'Intérieur, tandis que le président du comité est révoqué par ses pairs.

Remarques concernant l'article 12 selon le Conseil d'Etat (devenant l'article 13)

La Commission a adopté la proposition du Conseil d'Etat de préciser que „sauf dispositions contraires des statuts du syndicat de communes, le bureau se compose de trois membres au moins, dont le président du comité, ..., un vice-président et un membre.“ Les termes „sauf dispositions contraires des statuts“ sont interprétés en ce sens que les statuts peuvent prévoir que le bureau se compose de plus de trois membres, i.e. du président, du vice-président et de deux ou de plusieurs membres du comité, au lieu d'un membre. Les termes en question ne sont donc pas interprétés en ce sens que les statuts peuvent prévoir un nombre inférieur à trois.

Par ailleurs la Commission constate que si le texte dit expressément que le comité élit, parmi ses membres, les membres de son bureau, il ne dit pas expressément que le comité révoque les membres du bureau. La Commission estime toutefois que ceci résulte implicitement du texte, l'autorité investie du pouvoir de nomination étant aussi investie du pouvoir de révocation. Si la Commission admet donc que c'est le comité qui révoque les membres du bureau, cette situation est cependant distincte de celle de la révocation d'un délégué par le conseil communal de la commune qu'il représente au sein du comité.

8) Amendements à l'article 13 selon le Conseil d'Etat (devenant l'article 14)

- a) Il y a lieu de lire à l'alinéa 1er „soit à la demande motivée d'un tiers au moins des membres du comité ou des conseils communaux des communes membres“.

Comme il existe des syndicats dans lesquels beaucoup de petites communes sont représentées par un seul délégué, il faut leur donner la possibilité de convoquer le bureau, si elles réunissent le tiers au moins des communes membres. Pour éviter des abus, il est exigé que la demande afférente soit motivée.

- b) Il y a lieu de compléter la troisième phrase de l'alinéa 2 comme suit: „Une copie de la convocation ... des communes membres qui en informent par écrit dans les trois jours les conseillers communaux“, et d'ajouter à l'alinéa 2 une nouvelle phrase libellée comme suit: „La convocation est portée à la connaissance des habitants des communes membres dans les formes usuelles dans le secteur communal.“

Le texte initial prévoyait que les convocations étaient mises à la disposition des conseillers dans les maisons communales. Cela présuppose que les conseillers passent presque quotidiennement à la maison communale pour y lire le courrier, ce qui n'est vraiment guère le cas en pratique. Il est donc prévu que les conseillers sont informés par écrit de la réception d'une convocation. Quant à l'information du public, il faut en laisser le choix aux communes selon les us et coutumes. Ainsi, la plupart des communes, du moins celles d'envergure, informent la presse de toute réunion publique. Or, l'information du public par voie de presse est souvent la plus efficace.

Ces amendements visent ainsi à assurer à la fois une plus grande démocratisation et une meilleure transparence.

**Remarque relative à l'article 14 selon le Conseil d'Etat
(devenant l'article 15)**

La Commission s'est prononcée contre la proposition du Conseil d'Etat de dire „*Le comité du syndicat*“, au lieu de „*Le syndicat*“. La Commission a décidé de maintenir le texte gouvernemental sur ce point. En effet, si l'on dit „le syndicat“, ceci veut dire que c'est l'organe compétent du syndicat qui engage le personnel. Il peut donc s'agir également du président ou du bureau, ce qui n'est évidemment pas le cas si l'on utilise les termes „le comité“. La solution retenue permet donc l'engagement d'ouvriers par le président ou le bureau, comme c'est déjà le cas actuellement.

9) Amendement à l'article 15 selon le Conseil d'Etat

Cet article prévoit la possibilité, pour le comité du syndicat, d'engager un ou plusieurs gérants.

La Commission propose de biffer cet article.

En effet, le SYVICOL a soulevé à cet égard à raison un certain nombre de problèmes notamment en rapport avec le statut des fonctionnaires communaux.

10) Amendement à l'article 16 selon le Conseil d'Etat

a) Il y a lieu d'insérer entre les alinéas 1er et 2 un alinéa nouveau, devenant donc l'alinéa 2, libellé comme suit : „*Ces postes pourront être occupés par des fonctionnaires engagés le cas échéant à mi-temps.*“

b) Il y a lieu d'ajouter, devant l'alinéa 2 actuel et derrière le nouvel alinéa 2, le texte suivant: „*Deux ou trois syndicats de communes respectivement une commune et un ou deux syndicats peuvent être autorisés par le ministre de l'Intérieur à avoir un secrétaire ou un receveur en commun, occupé à temps plein ou à mi-temps.*“

Les décisions relatives aux nominations provisoire et définitive, à la démission, aux peines disciplinaires, sauf l'avertissement et la réprimande, à la réglementation du service, à la part de chaque commune dans la rémunération du secrétaire commun sont prises conformément aux articles 19 et 32 à 34 de la loi communale par le conseil communal de la commune et/ou par les comités des syndicats de communes concernés, réunis sous la présidence du commissaire de district et votant séparément.

Si le candidat est déjà en possession d'une nomination provisoire ou définitive dans l'un des syndicats concernés ou dans une commune, la nouvelle nomination lui sera conférée uniquement soit par le comité du ou des syndicats, soit par le conseil communal de la commune concernée.

Dans les cas où les syndicats ou la commune sont situés dans des districts différents, la réunion est présidée par le commissaire du district dans lequel est situé le syndicat avec la population la plus nombreuse.

Les décisions afférentes sont sujettes à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Le secrétaire ou le receveur en commun prête serment entre les mains du commissaire de district qui a présidé l'assemblée des communes.

Le service du secrétaire ou du receveur en commun est contrôlé par le ou les comités des syndicats voire par le collège des bourgmestre et échevins de la commune intéressée.“

Les nouveaux textes tiennent compte du fait qu'il est des syndicats où le travail à prester par le secrétaire ou le receveur ne justifie pas un engagement à temps plein, mais à mi-temps, comme du fait qu'il est d'autres syndicats où le travail à prester ne justifie même pas un engagement à mi-temps. Dans cette dernière hypothèse la Commission propose de prévoir une solution s'inspirant respectivement de l'article 88 de la loi communale (secrétaire en commun), et de l'article 93 de ladite loi (receveur en commun).

Les nouveaux textes tiennent encore compte du souci de la Commission que, s'agissant du contrôle de diverses procédures, le travail de secrétaire ou de receveur du syndicat soit dans tous les cas, indépendamment du volume du travail, exécuté par un fonctionnaire communal.

La Commission précise que l'alinéa final („A défaut de titulaire“) ne joue que si l'on ne trouve ni secrétaire ou receveur à temps plein ou à mi-temps ni secrétaire ou receveur en commun à temps plein ou à mi-temps.

La disposition finale s'explique par la volonté d'assurer la continuité du service public, le secrétaire et le receveur de la commune-siège devant donc, à défaut de titulaire, exercer les fonctions de secrétaire et de receveur du syndicat, jusqu'à ce qu'un titulaire soit trouvé.

Remarque relative à l'article 23 selon le Conseil d'Etat

Cet article devient l'article 20 (numérotation provisoire vu la décision de tenir en suspens le titre V du projet).

Au pénultième alinéa la Commission s'est prononcée contre la proposition du Conseil d'Etat d'omettre les termes „soit sur la demande motivée de la majorité desdits conseils“. La solution préconisée par le texte gouvernemental présente en effet l'avantage que désormais une majorité des conseils communaux concernés pourront demander la dissolution du syndicat si une ou plusieurs communes membres font du blocage ou de l'obstruction.

Remarque relative à l'article 24 selon le Conseil d'Etat

Cet article devient l'article 21 (numérotation provisoire).

La Commission s'étant prononcée, à propos de l'article 2 selon le Conseil d'Etat, en faveur de la proposition du Gouvernement de prévoir une majorité qualifiée de deux tiers en cas d'admission de nouvelles communes, elle se prononce, pour des raisons de parallélisme des formes, également en faveur de la proposition du Gouvernement de prévoir à l'article sous rubrique qu'une commune peut se retirer du syndicat avec le consentement d'au moins deux tiers des autres communes.

11) Amendement tendant à ajouter un article 22 nouveau

Il y a lieu d'ajouter au projet un article 22 nouveau (numérotation provisoire) de la teneur suivante :

„Art. 22.— A moins que les statuts en disposent autrement, la dissolution d'un syndicat est opérée selon les règles ci-après:

En cas de dissolution avant terme ou de non-prorogation la ou les communes respectivement l'entité juridique appelée à exercer l'activité précédemment confiée au syndicat de communes est tenue de reprendre, à dire d'experts, les installations ou établissements du syndicat. Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune ou aux communes dans la mesure où ils ont été financés par celle ou celles-ci. L'affectation des installations et établissements à usage commun ainsi que les charges y afférentes doivent faire l'objet d'un accord entre les parties. La commune qui se retire à l'échéance du terme lorsque le syndicat de communes décide de se proroger a le droit de recevoir sa part dans le syndicat telle qu'elle résultera du bilan de l'exercice social au cours duquel le retrait devient effectif.

La reprise de l'activité du syndicat de communes par la ou les communes respectivement par une autre entité juridique ne prend cours qu'à partir du moment où tous les montants dus au syndicat de communes ont été effectivement payés à ce dernier. L'activité continue entre-temps à être exercée par celui-ci, étant donné qu'il est réputé exister pour sa liquidation.

Toutes les pièces qui émanent d'un syndicat de communes dissous mentionneront qu'il est en liquidation.

Les éventuels conflits qui surgiraient lors de la dissolution du syndicat seront portés devant le tribunal administratif.“

La Commission estime en effet que la loi devrait fixer les règles de la dissolution d'un syndicat au cas où les statuts sont incomplets à cet égard. Les règles prévues par l'amendement n'ont par conséquent qu'un caractère supplétif.

12) Amendements à l'article 25 selon le Conseil d'Etat (devenant l'article 23) (numérotation provisoire)

- a) Il y a lieu de compléter cet article en ajoutant au début une nouvelle phrase rédigée comme suit:
„Toute disposition de statuts de syndicats de communes contraire à la présente loi est abrogée d'office à l'entrée en vigueur de la présente loi. “, et en disant à l'ancienne première phrase „Pour la bonne forme tous les syndicats existant au moment ...“.

La nouvelle rédaction semble plus logique d'un point de vue juridique que la proposition initiale.

La Commission s'est prononcée contre la proposition du Conseil d'Etat de prévoir pour les syndicats existants un délai de douze mois pour se conformer à la présente loi. Elle juge ce délai insuffisant et préfère le délai de trois ans prévu par le texte gouvernemental.

L'alinéa 2 du texte du projet est biffé, conformément d'ailleurs à une proposition du Conseil d'Etat.

- b) Il y a lieu de compléter cet article par un alinéa nouveau, devenant l'alinéa 2, prévoyant que *„L'article 15 est appliqué sans préjudice pour les secrétaires-receveurs nommés avant la mise en vigueur de la présente loi.“*, et par un autre alinéa nouveau, devenant l'alinéa final, disposant que *„La situation des secrétaires et receveurs nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et qui n'ont été engagés ni à temps plein ni à mi-temps, doit être régularisée dans les trois ans de cette entrée en vigueur“*.

Si la fonction de receveur doit à l'avenir être séparée de celle de secrétaire, cette règle ne peut cependant s'appliquer aux secrétaires-receveurs en fonction, sous peine de confronter les syndicats et les fonctionnaires concernés à des problèmes juridiques et humains non souhaités.

Il s'agit de régulariser la situation des syndicats de communes qui ont fait appel à des personnes d'une autre carrière que celle du secrétaire ou du receveur communal pour assumer les fonctions de receveur voire de secrétaire.

13) Amendement tendant à ajouter un article 25 nouveau figurant sous un titre VIII nouveau

Il y a lieu d'ajouter un titre VIII nouveau (numérotation provisoire) intitulé *„Titre VIII – Entrée en vigueur“*, comprenant un article 25 nouveau (numérotation provisoire) libellé comme suit:

„Art. 25.– La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2000.“

La Commission part de la considération qu'à la suite des élections communales qui auront lieu en automne 1999, les nouveaux conseils communaux ne seront constitués que le 1er janvier 2000. Il suffira par conséquent que la présente loi entre en vigueur à cette date.

B. Quant au projet de loi 4139

1) Proposition d'ajouter un article 2 libellé comme suit:

„Art. 2.– L'article premier de la loi modifiée du 24 décembre 1985 portant fixation du statut général des fonctionnaires communaux est modifié comme suit:

Au paragraphe 1., troisième alinéa, les termes „le président d'un syndicat de communes ou d'un établissement public“ sont remplacés par „le bureau d'un syndicat de communes et le président d'un établissement public“.

A ce sujet la Commission renvoie à la proposition qu'elle avait faite en ce sens dans le cadre de l'examen du projet de loi 4266 sur le statut des fonctionnaires communaux.

Dans son avis complémentaire sur ledit projet de loi, le Conseil d'Etat avait déjà marqué son accord avec cette proposition. Il ne s'agit donc plus à proprement parler d'un amendement.

La présente proposition implique qu'il y a lieu de compléter comme suit l'intitulé du projet de loi 4139: *„Projet de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988 et la loi modifiée du 24 décembre 1985 portant fixation du statut général des fonctionnaires communaux“*

La proposition implique encore que l'article unique du projet de loi en devient l'article 1er.

2) Amendement à l'article 1er

Il y a lieu de remplacer le point 1. sur les subsides par un nouveau point 1. de la teneur suivante:

„1. L'article 171 sera modifié comme suit:

L'organe directeur et le président de l'organe directeur des établissements publics placés sous la surveillance des communes exercent les attributions dévolues par les dispositions des chapitres 1 à 4 du présent titre respectivement au conseil communal et au bourgmestre.

Le président de l'organe directeur assume également celles qui sont confiées au collège des bourgmestre et échevins.

Le comité des syndicats de communes exerce les attributions dévolues par les dispositions des chapitres 1 à 4 du présent titre au conseil communal, le bureau assume celles qui sont confiées au collège des bourgmestre et échevins et le président celles du bourgmestre."

L'article 171 de la loi communale est modifié en ce sens qu'une disposition ad hoc précise les attributions respectives des trois organes d'un syndicat de communes, à savoir le comité, le bureau et le président.

La Commission précise que si le point 1. actuel du projet est biffé, d'ailleurs conformément à la proposition du Conseil d'Etat, c'est parce qu'elle aimerait qu'après les prochaines élections législatives le nouveau Gouvernement et la nouvelle Chambre procèdent à une révision des différents seuils (respectivement 300.000 et 150.000 francs) à partir desquels les actes des conseils communaux sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

La Commission est de toute façon d'avis que le seuil prévu par le projet pour les subsides n'est pas assez élevé.

*

Au nom de la Commission des Affaires communales et de l'Urbanisme je vous saurais gré de bien vouloir m'envoyer l'avis du Conseil d'Etat sur les amendements ci-dessus dans un délai permettant à la Chambre des Députés d'évacuer les deux projets de loi sous rubrique encore avant les élections législatives.

J'envoie copies de la présente pour information au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

Président de la Chambre des Députés

*

TEXTES COORDONNES PROPOSES PAR LA COMMISSION

4138

PROJET DE LOI concernant les syndicats de communes

TITRE 1er

De la nature, de l'objet et de la constitution des syndicats de communes

Art. 1er.— Lorsque les conseils communaux de deux ou de plusieurs communes ont fait connaître, par des délibérations concordantes, leur volonté d'associer les communes qu'ils représentent, en vue d'oeuvres ou de services d'intérêt communal, ainsi que leur adhésion à toutes les conditions statutaires, et qu'ils ont décidé de consacrer à ces oeuvres ou à ces services les ressources nécessaires, les délibérations prises sont transmises par le commissaire de district au ministre de l'Intérieur. Un arrêté grand-ducal, rendu sur avis du Conseil d'Etat, autorise la création de l'association, qui prend la dénomination de syndicat de communes.

Des communes autres que celles qui furent initialement *membres* peuvent être admises à faire partie du syndicat avec le consentement des deux tiers au moins des communes déjà syndiquées. Ces dernières fixent, en accord avec le conseil communal ou les conseils communaux intéressés, les conditions auxquelles s'opère l'adhésion.

Au cas où cette adhésion n'est pas accompagnée d'un changement des statuts du syndicat, les délibérations prises par les conseils communaux des communes déjà membres et des communes non encore *membres* sont soumises à l'approbation du Grand-Duc.

Lorsque l'adhésion implique en même temps une modification des statuts la procédure prévue à l'*alinéa 1er* du présent article est d'application.

Art. 2.— L'arrêté d'institution peut autoriser les communes à se constituer en syndicat à vocation multiple. Il en fixe clairement les objectifs.

Art. 3.— Les communes ou les syndicats de communes luxembourgeois peuvent être autorisés selon les procédures prévues aux articles précédents à participer à des organismes publics étrangers dotés de la personnalité juridique dans les conditions fixées par des conventions internationales. Réciproquement, des communes ou des regroupements de communes étrangers peuvent s'associer avec des communes luxembourgeoises dans un syndicat de communes créé par arrêté grand-ducal, dans la mesure où leur droit interne le permet.

Art. 4.— Les syndicats de communes sont des établissements publics investis de la personnalité juridique.

Art. 5.— Les statuts du syndicat font partie intégrante de l'arrêté d'institution et doivent mentionner au moins:

- 1° la dénomination du syndicat;
- 2° la définition précise de son objet ou de ses objets;
- 3° son siège social, qui est établi dans une des communes *membres*;
- 4° sa durée;
- 5° la désignation des communes *membres*;
- 6° la composition des organes du syndicat;
- 7° le nombre des délégués des communes *membres* au sein des organes du syndicat, ainsi que la pondération éventuelle des votes de chaque commune membre;
- 8° la détermination des apports et des engagements;
- (9° le mode de financement du syndicat avec recours éventuel à l'emprunt et modalités d'amortissement) (en suspens) ;

- 10° les conditions de retrait du syndicat par une commune membre;
- 11° l'affectation des *excédents* d'exploitation éventuels réalisés par le syndicat;
- 12° l'affectation de l'actif et du passif en cas de dissolution du syndicat.

Toute modification des statuts doit être approuvée par toutes les communes *membres* et suivre la même procédure que celle prévue à l'article 1er pour la création du syndicat de communes.

TITRE II

Des organes des syndicats de communes

Art. 6.– Les organes d'un syndicat de communes sont le comité, le président et le bureau.

Les attributions du comité sont celles qui incombent à un conseil communal dans une commune. Les attributions respectivement du président et du bureau sont celles qui sont exercées respectivement par le bourgmestre et le collège des bourgmestre et échevins dans une commune, à l'exception des fonctions que la Constitution ou la loi confie à ces derniers dans leur qualité d'organes de l'Etat.

Chapitre 1er – *Le comité*

Art. 7.– Le syndicat est administré par un comité. Ce comité est constitué d'après les règles suivantes:

Sauf dispositions statutaires contraires du syndicat, chaque commune est représentée au sein du comité par un délégué choisi parmi les membres élus de son conseil communal. Le délégué est élu au scrutin *secret* par le conseil communal concerné dans les formes établies par les articles 18, 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Au cas où les statuts prévoient qu'un délégué représente plusieurs communes, il est désigné sur base d'une liste de candidats proposés par les différents conseils communaux en réunion jointe des conseils communaux afférents qui seront convoqués par le commissaire de district du siège du syndicat. La réunion jointe est présidée par le commissaire de district compétent.

Le délégué du conseil communal suit ordinairement le sort de l'assemblée communale quant à la durée de son mandat. Le conseil communal peut toutefois le révoquer au cours de son mandat et le remplacer par un autre délégué remplissant la condition prescrite à l'alinéa 2 du présent article. Le comité du syndicat est renouvelé à la suite des élections générales des conseils communaux dans les trois mois qui suivent l'installation des conseillers élus. En cas de renouvellement intégral du conseil communal d'une commune membre par suite de dissolution ou de démission de tous ses membres, le nouveau conseil procède, dans les trois mois de son installation, à la désignation du délégué au sein du comité du syndicat. Tout délégué d'une commune *membre* est de plein droit démissionnaire de son mandat au sein du syndicat s'il cesse de faire partie du conseil communal qu'il représente. Les délégués sortants sont rééligibles.

Au cas où les statuts prévoient qu'un délégué représente plusieurs communes, ce dernier est révoqué d'office lorsque la majorité des conseils communaux des communes membres se sont prononcés, par voie de délibération, dans le délai d'un mois en faveur d'une révocation.

En cas de vacance par suite de décès, démission, cessation du mandat de conseiller communal ou toute autre cause, il est pourvu au remplacement du délégué dans le délai de trois mois.

Tout délégué élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.

Si un conseil, après une mise en demeure du ministre de l'Intérieur ou du commissaire de district, néglige ou refuse de nommer le ou les délégués, la représentation de la commune au sein du syndicat se fait suivant l'ordre établi aux articles 40, 42 et 64 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Si, dans le cas où les statuts prévoient qu'un délégué représente plusieurs communes, les conseils communaux de celles-ci, après une mise en demeure du Ministre de l'Intérieur ou du commissaire de district, négligent ou refusent de nommer le délégué, la représentation de ces communes au sein du syndicat se fait par l'intermédiaire de celle de ces communes qui a la population la plus élevée et suivant l'ordre établi aux articles 40, 42 et 64 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Art. 8.– Les conditions de validité des délibérations du comité, de la convocation, de l'ordre et de la tenue des séances, les conditions d'annulation de ses délibérations et de recours sont celles que fixe la législation en vigueur pour les conseils communaux.

Les indemnités des membres du bureau sont fixées par le comité sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les jetons de présence des membres du comité du syndicat sont arrêtés sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Un règlement grand-ducal peut arrêter les maxima de ces indemnités et jetons de présence.

Art. 9.– Dans le mois qui suit la signature du procès-verbal d'une réunion du comité du syndicat par les membres, le président du syndicat communique ce procès-verbal aux membres du comité, au commissaire de district ainsi qu'aux bourgmestres des communes *membres* qui le mettent immédiatement à la disposition des conseillers communaux à la maison communale.

Dans le mois qui suit l'arrêté du budget, par le ministre de l'Intérieur, une copie du budget est adressée aux bourgmestres des communes *membres* qui la mettent immédiatement à la disposition des conseillers communaux des communes *membres* à la maison communale.

Dans le mois qui suit l'arrêté du compte par le ministre de l'Intérieur, une copie du compte, accompagnée d'un rapport sur les activités du syndicat pendant l'exercice visé, est adressée aux bourgmestres des communes *membres* qui la mettent immédiatement à la disposition des conseillers communaux à la maison communale.

Art. 10.– Les délégués des communes au sein d'un syndicat de communes peuvent être appelés par les ___ conseils communaux qu'ils représentent à rendre compte de leur action au sein du comité et à communiquer les informations relatives aux activités du syndicat.

Art. 11.– *Tout habitant d'une commune membre et toute personne intéressée a le droit de prendre connaissance et copie, à la maison communale des communes membres, des délibérations du comité, à l'exception de celles qui furent prises à huis clos, aussi longtemps que le comité n'a pas décidé de les rendre publiques.*

Le même droit ne peut en aucun cas et sous aucun prétexte être refusé au fonctionnaire délégué à cet effet par le ministre de l'Intérieur ou par le commissaire de district .

A de pareils délégués ou commissaires spéciaux doivent être fournis tous les renseignements que possède le syndicat et dont ils ont besoin pour remplir leur mission.

Chapitre 2 – Le président

Art. 12.– Le comité élit pour la durée du mandat le président parmi ses membres. Le mandat du président est révocable.

Chapitre 3 – Le bureau

Art. 13.– Le comité élit, parmi ses membres, les membres de son bureau, dans les formes établies par les articles 18, 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988. Sauf dispositions contraires des statuts du syndicat de communes, le bureau se compose de trois membres au moins, dont le président du comité, qui est d'office président du bureau, un vice-président et un membre. Sauf décès, démission, révocation ou autre empêchement, le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui du comité.

Les règles relatives au fonctionnement du bureau sont celles que fixe la législation en vigueur pour le collège des bourgmestre et échevins.

Art. 14.– Le bureau convoque le comité aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat et au moins deux fois par an. Il est obligé de convoquer le comité, soit sur invitation du ministre de l'Intérieur ou du commissaire de district, soit à la demande *motivée d'un tiers* au moins des membres du comité *ou des conseils communaux des communes membres*.

Sauf le cas d'urgence, la convocation du comité se fait par écrit et à domicile au moins quinze jours avant celui de la réunion. Elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et contient l'ordre du

jour. Une copie de la convocation est adressée dans le délai prémentionné aux bourgmestres des communes membres qui en informent par écrit dans les trois jours les conseillers communaux. Le commissaire de district compétent obtient une copie de la convocation dans le même délai. *La convocation est portée à la connaissance des habitants des communes membres dans les formes usuelles dans le secteur communal.*

Pour chaque point à l'ordre du jour, les documents, actes et pièces afférents peuvent être consultés au siège du syndicat sans déplacement par les membres du comité du syndicat de communes ainsi que par les conseillers communaux des communes membres du syndicat durant le délai prévu à l'alinéa 2 du présent article. Il peut en être pris copie, le cas échéant contre remboursement.

TITRE III

De l'administration des syndicats de communes

Art. 15.— Le syndicat peut engager du personnel administratif et technique suivant ses besoins.

Art. 16.— Il y a dans chaque syndicat un secrétaire-rédacteur et un receveur dont les fonctions sont nettement séparées.

Ces postes pourront être occupés par des fonctionnaires engagés le cas échéant à mi-temps.

Deux ou trois syndicats de communes respectivement une commune et un ou deux syndicats peuvent être autorisés par le ministre de l'Intérieur à avoir un secrétaire ou un receveur en commun, occupé à temps plein ou à mi-temps.

Les décisions relatives aux nominations provisoire et définitive, à la démission, aux peines disciplinaires, sauf l'avertissement et la réprimande, à la réglementation du service, à la part de chaque commune dans la rémunération du secrétaire commun sont prises conformément aux articles 19 et 32 à 34 de la loi communale par le conseil communal de la commune et/ou par les comités des syndicats de communes concernés, réunis sous la présidence du commissaire de district et votant séparément.

Si le candidat est déjà en possession d'une nomination provisoire ou définitive dans l'un des syndicats concernés ou dans une commune, la nouvelle nomination lui sera conférée uniquement soit par le comité du ou des syndicats, soit par le conseil communal de la commune concernée.

Dans les cas où les syndicats ou la commune sont situés dans des districts différents, la réunion est présidée par le commissaire du district dans lequel est situé le syndicat avec la population la plus nombreuse.

Les décisions afférentes sont sujettes à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Le secrétaire ou le receveur en commun prête serment entre les mains du commissaire de district qui a présidé l'assemblée des communes.

Le service du secrétaire ou du receveur en commun est contrôlé par le ou les comités des syndicats voire par le collège des bourgmestre et échevins de la commune intéressée.

A défaut de titulaire à l'un de ces postes les fonctions de secrétaire-rédacteur et de receveur d'un syndicat sont exercées par le secrétaire et le receveur de la commune-siège du syndicat.

Art. 17.— Les conditions d'admission, de promotion, de démission, de rémunération ainsi que les droits et devoirs des fonctionnaires, employés et ouvriers des syndicats de communes sont ceux déterminés par la loi pour le personnel des communes et sont fixés dans les limites de la loi, par les délibérations du comité du syndicat approuvées par le ministre de l'Intérieur.

TITRE IV

De la tutelle

Art. 18.— Les lois et règlements concernant la tutelle des communes sont applicables aux syndicats de communes.

Dans les cas où les communes membres sont situées dans des districts différents, le syndicat ressortit au commissariat du district auquel appartient la commune-siège du syndicat de communes.

Art. 19.– Le ministre de l'Intérieur et le commissaire de district aux attributions duquel ressortit le syndicat ont entrée au comité et au bureau. Ils sont toujours entendus quand ils le demandent. En cas d'urgence et à titre exceptionnel, ils peuvent se faire représenter par un délégué.

(TITRE V

Des dispositions financières

Art. 18.– Les syndicats de communes sont soumis aux règles de comptabilité fixées à leur égard dans la loi communale.

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de création et de fonctionnement des établissements ou services pour lesquels le syndicat est constitué.

Les recettes de ce budget comprennent:

- 1) la contribution des communes associées constituée par les apports et engagements fixés dans les délibérations initiales des conseils communaux telles qu'elles ont été le cas échéant modifiées par la suite. Cette contribution est obligatoire pour lesdites communes pendant la durée de l'association et dans la limite des nécessités du service commun, telle que les délibérations des conseils communaux l'ont déterminée;
- 2) le revenu des biens meubles et immeubles du syndicat;
- 3) les sommes qu'il reçoit en échange d'un service rendu ainsi que toute autre recette en rapport avec les activités du syndicat;
- 4) les subventions de l'Etat et des communes;
- 5) les produits des dons ou legs;
- 6) les produits des emprunts en ce qui concerne les syndicats de communes visés à l'article 20.

Art. 19.– Les communes membres du syndicat ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'un impact financier déterminé.

Toute décision des organes du syndicat qui entraîne pour les communes des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, dépassant de dix pour cent leur engagement initial, engendre une modification des statuts à effectuer conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus. Pour les syndicats visés à l'article 20 le montant du recours à des fonds étrangers sera adapté en même temps. Le cas échéant la garantie communale sera également révisée par les conseils communaux concernés.

Art. 20.– Les syndicats de communes ayant pour objet la fourniture d'eau potable, l'assainissement d'eaux ou la gestion des déchets peuvent recourir à l'emprunt pour financer leurs dépenses d'investissement en relation avec ces fonctions.

Les statuts de ces syndicats fixent le pourcentage que le recours à l'emprunt peut représenter dans le cadre de l'engagement total des communes membres déterminé dans les statuts, sans que ce pourcentage ne puisse dépasser cinquante pour cent de l'apport à charge des communes. La quote-part de chaque commune dans le recours à l'emprunt est garantie par la commune concernée sur base d'une décision de son conseil communal à approuver par le ministre de l'Intérieur. A défaut de garantie, la commune versera sa quote-part en capital.

Pour les syndicats ayant pour objet de construire, d'exploiter et d'entretenir un hôpital le recours à l'emprunt se limite à la somme garantie par l'Union des Caisses de Maladie.

Art. 21.– Tout projet à réaliser par un syndicat de communes est à financer intégralement par le syndicat. Toutefois les syndicats de communes peuvent préfinancer par recours au crédit les subventions de l'Etat dont les conditions et modalités, notamment le montant, le terme et l'échéancier sont arrêtées par écrit par l'autorité allouant l'aide et le ministre ayant le budget dans ses attributions. Dans ce cas les montants ainsi versés sont à imputer sur le découvert.

L'engagement du subside ne devient effectif qu'après acceptation de ces conditions et modalités par le comité du syndicat de communes.) (en suspens)

TITRE VI

**De la durée, de la prorogation, de la dissolution et
de la liquidation du syndicat de communes**

Art. 20.— Le syndicat est formé soit pour une durée indéterminée, soit pour une durée déterminée par les statuts du syndicat qui font partie intégrante de l'arrêté d'institution.

A l'expiration du terme et à moins de dispositions contraires prévues par les statuts, le syndicat formé à durée déterminée est prorogé par tacite reconduction pour un terme identique à celui initialement fixé. Toutefois, chaque commune membre a la faculté de ne pas s'engager au-delà du terme fixé. Dans ce cas, le conseil communal de la commune concernée exprime sa volonté de finir l'engagement dans une délibération qu'il fait parvenir au président du syndicat au moins six mois avant l'échéance du terme. Il appartient alors aux communes membres qui souhaitent une prorogation du syndicat de procéder à un changement des statuts conformément à l'article 5 de la présente loi et ceci dans les trois mois qui suivent le terme initialement fixé.

Le syndicat de communes est dissous par arrêté grand-ducal, soit sur proposition du comité du syndicat et avec le consentement de tous les conseils communaux intéressés, soit sur la demande motivée de la majorité desdits conseils. Il peut être dissous d'office par un arrêté grand-ducal, le Conseil d'Etat entendu en son avis.

L'arrêté de dissolution détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation du syndicat.

Art. 21.— Une commune peut se retirer du syndicat avec le consentement d'au moins deux tiers des autres communes *membres*. Celles-ci fixent, en accord avec le conseil communal intéressé, les conditions auxquelles s'opère le retrait. Les délibérations afférentes des conseils communaux sont soumises à l'approbation du Grand-Duc.

Art. 22.— *A moins que les statuts en disposent autrement, la dissolution d'un syndicat est opérée selon les règles ci-après:*

En cas de dissolution avant terme ou de non-prorogation la ou les communes respectivement l'entité juridique appelée à exercer l'activité précédemment confiée au syndicat de communes est tenue de reprendre, à dire d'experts, les installations ou établissements du syndicat. Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune ou aux communes dans la mesure où ils ont été financés par celle ou celles-ci. L'affectation des installations et établissements à usage commun ainsi que les charges y afférentes doivent faire l'objet d'un accord entre les parties. La commune qui se retire à l'échéance du terme lorsque le syndicat de communes décide de se proroger a le droit de recevoir sa part dans le syndicat telle qu'elle résultera du bilan de l'exercice social au cours duquel le retrait devient effectif.

La reprise de l'activité du syndicat de communes par la ou les communes respectivement par une autre entité juridique ne prend cours qu'à partir du moment où tous les montants dus au syndicat de communes ont été effectivement payés à ce dernier. L'activité continue entre-temps à être exercée par celui-ci, étant donné qu'il est réputé exister pour sa liquidation.

Toutes les pièces qui émanent d'un syndicat de communes dissous mentionneront qu'il est en liquidation.

Les éventuels conflits qui surgiraient lors de la dissolution du syndicat seront portés devant le tribunal administratif.

TITRE VII

Dispositions transitoires et abrogatoires

Art. 23.— *Toute disposition de statuts de syndicats de communes contraire à la présente loi est abrogée d'office à l'entrée en vigueur de la présente loi. Pour la bonne forme tous les syndicats existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et dont les statuts ne sont pas conformes aux dispositions de cette loi doivent se mettre en conformité lors de la première modification des statuts mais au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.*

L'article 15 est appliqué sans préjudice pour les secrétaires-receveurs nommés avant la mise en vigueur de la présente loi.

La situation des secrétaires et receveurs nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et qui n'ont été engagés ni à temps plein ni à mi-temps, doit être régularisée dans les trois ans de cette entrée en vigueur.

Art. 24.— Est abrogée la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

TITRE VIII

Entrée en vigueur

Art. 25.— La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2000.

*

4139

PROJET DE LOI

**ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
et la loi modifiée du 24 décembre 1985 portant fixation du statut général
des fonctionnaires communaux**

Art. 1er.— La loi communale du 13 décembre 1988 est complétée comme suit:

1. *L'article 171 sera modifié comme suit :*

L'organe directeur et le président de l'organe directeur des établissements publics placés sous la surveillance des communes exercent les attributions dévolues par les dispositions des chapitres 1 à 4 du présent titre respectivement au conseil communal et au bourgmestre.

Le président de l'organe directeur assume également celles qui sont confiées au collège des bourgmestre et échevins.

Le comité des syndicats de communes exerce les attributions dévolues par les dispositions des chapitres 1 à 4 du présent titre au conseil communal, le bureau assume celles qui sont confiées au collège des bourgmestre et échevins et le président celles du bourgmestre.

2. Il est ajouté à la suite du Titre 4 – De la comptabilité communale, un nouveau Titre 4bis et deux nouveaux articles 173bis et 173ter ayant la teneur suivante:

„Titre 4bis – Des formes de collaboration des communes et syndicats de communes

Art. 173bis.— Les communes et les syndicats de communes dans les limites de leur objet, peuvent prendre des participations financières dans des sociétés de droit privé en vue d'une oeuvre ou d'un service d'intérêt communal. Les communes ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. La prise de participation est autorisée par arrêté grand-ducal qui en détermine les modalités et conditions.

Art. 173ter.— Sans préjudice de la législation sur les marchés publics les communes et les syndicats de communes peuvent conclure entre elles et avec des personnes morales de droit public et de droit privé et avec des particuliers des conventions en des matières d'intérêt communal. Ces conventions sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur, si leur valeur dépasse 300.000 francs. Cette somme pourra être relevée par règlement grand-ducal.“

Art. 2.— *L'article premier de la loi modifiée du 24 décembre 1985 portant fixation du statut général des fonctionnaires communaux est modifié comme suit:*

Au paragraphe 1., troisième alinéa, les termes „le président d'un syndicat de communes ou d'un établissement public“ sont remplacés par „le bureau d'un syndicat de communes et le président d'un établissement public“.